

Connaître les principes à appliquer dans une situation idéale est utile lorsqu'on a affaire à des situations problématiques. C'est pourquoi, en passant en revue ces principes vous devrez garder présent à l'esprit qu'ils devront souvent être appliqués dans des situations où le choix est plus difficile. À la fin du guide nous vous proposerons des conseils pratiques pour savoir quelle décision de vote prendre dans ces cas-là.

2. Votre rôle comme électeur catholique

Les catholiques ont l'obligation morale de promouvoir le bien commun en exerçant leur droit de vote (cf. CEC n. 2240). Les autorités civiles ne sont pas les seules à être responsables d'un pays. « Le service du bien commun exige[nt] des citoyens qu'ils accomplissent leur rôle dans la vie de la communauté politique » (CEC n. 2239). Cela signifie que les citoyens doivent participer au processus politique en se rendant aux urnes.

Mais on ne peut pas voter de manière arbitraire : « la conscience chrétienne bien formée ne permet à personne d'encourager par son vote la mise en œuvre d'un programme politique ou d'une loi dans lesquels le contenu fondamental de la foi et de la morale serait évincé par la présentation de propositions différentes de ce contenu ou opposées à lui » (CVP n. 4)

Lorsqu'un citoyen vote, il donne en général sa voix à un candidat et c'est celui-ci qui votera directement lois ou programmes. Mais le fait d'agir à un niveau qui précède l'élaboration de la loi, ne libère pas les citoyens de leurs responsabilités car la morale exige qu'on évite de faire le mal dans toute la mesure du possible, même indirectement.

Certaines choses sont toujours mauvaises et on ne peut délibérément voter en leur faveur. Les parlementaires, qui disposent d'un vote direct, ne doivent pas soutenir ces choses mauvaises dans la législation ou les programmes. Les citoyens soutiennent indirectement ces choses mauvaises s'ils donnent leurs voix à des candidats qui proposent de les promouvoir.

Ainsi, les catholiques doivent, autant que possible, éviter de voter pour tout candidat qui a l'intention de soutenir des programmes ou des lois intrinsèquement mauvais. Si tous les candidats approuvent des politiques moralement nocives, les citoyens doivent voter de manière à limiter le dommage qui peut potentiellement être commis.